

# Règlement de la Consultation (R.C.)

## Pouvoir adjudicateur

Société des Transports Urbains de Colmar et Environs (Stuce), Société d'Économie Mixte

## Représentant du pouvoir adjudicateur

Laurent GEYLLER– Directeur Général de la Stuce

## Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'assistance technique de la Stuce.

## Procédure de passation

La procédure utilisée par l'acheteur dans le cadre de la présente consultation est la procédure avec négociation de mise en concurrence européenne en application des articles L2124-3 et R2161-23 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'une procédure formalisée, publiée au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE).

## Date d'envoi de l'avis à la publication

L'avis a été transmis le :

08/07/2025

## Remise des offres

Date limite de réception des réponses :

25/08/2025

à

11 heures

## 1) Objet de la consultation

### a) Description / Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet d'attribuer un marché en vue de la fourniture d'une assistance technique de la Stuce.

Cette assistance technique à base d'analyses, de conceptions, de conseils, de préconisations et/ou de contrôles porte sur tous les domaines de la gestion courante d'une entreprise de transport public urbain de voyageurs, délégataire de service public, dans le cadre de ses obligations contractuelles vis-à-vis de l'autorité organisatrice, tels que définis dans le cahier des charges.

### b) Durée du marché

Le contrat est conclu pour un an soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2026, soit jusqu'à l'échéance de la DSP actuelle.

Dans l'hypothèse où l'AOM déciderait de modifier la durée de la délégation de service public, la convention sera augmentée ou réduite dans tous ses droits, obligations et conditions, pour une durée identique.

### c) Allotissement

Le marché ne comprend qu'un seul lot.

### d) Options – variantes

La consultation comporte une prestation supplémentaire éventuelle. Les variantes ne sont pas autorisées.

### e) Budget alloué

Le budget alloué à la réalisation des prestations de base est de 180 000 € HT (par an). Ce plafond constitue une limite budgétaire que le titulaire s'engage à ne pas dépasser.

## 2) Conditions de la consultation

### a) Classification CPV

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est :

- Services d'assistance technique (71356200-0).

### b) CONTENU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- Le Cahier des charges

### c) Forme juridique de l'attributaire

Le marché sera conclu soit avec un candidat individuel, soit avec un groupement d'entreprises solidaires ayant désigné un mandataire solidaire. En conséquence, en cas de présentation d'une Offre par un groupement conjoint non solidaire, celui-ci sera tenu de se transformer en groupement solidaire si l'accord-cadre lui est attribué. Les candidats pourront présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément aux dispositions de l'article R2142-4 du Code de la Commande Publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

## 3) Présentation des offres

L'offre sera entièrement rédigée en français et sera composée :

- **D'un mémoire technique comportant les éléments suivants :**

- Les références permettant de définir le profil du candidat : références confirmées dans l'exploitation de réseaux de transport public urbain de voyageurs mais aussi dans l'accompagnement d'un réseau d'EPL (Entreprise Publique Locale) ;

	RC - Règlement de la consultation	2	/	5	
--	-----------------------------------	---	---	---	--

- La liste des intervenants qui seront affectés au marché avec leur profil et leur expérience. Le candidat pourra aussi préciser le réseau d'acteurs avec lequel il a pour habitude de collaborer et qui pourrait être amené à participer à l'accompagnement de la Stuce (par exemple des universitaires ou des consultants)
- Une description du modèle de gouvernance proposé pour le suivi du marché, ainsi que les moyens mis en œuvre pour assurer le suivi du marché et garantir la qualité de ses prestations et des livrables fournies. L'organisation définie par le candidat devra proposer a minima une réunion par an.

- **Les documents demandés** dont la liste figure dans le présent Règlement de Consultation

En cas de groupement d'entreprises, les pièces ci-dessus seront signées par tous les cotraitants.

#### 4) **Durée de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

#### 5) **Critères d'attribution**

Seules peuvent être examinées les offres qui auront été reçues avant les date et heure limites figurant en page de garde du présent règlement.

##### Jugement des offres :

Ce jugement sera effectué par la Commission d'Appel d'Offres – représentant du pouvoir adjudicateur. Après avoir vérifié la conformité des offres, l'offre économiquement la plus avantageuse sera attribuée en application des critères énoncés, par ordre de priorité décroissant, comme suit :

<b>Critères et sous-critères</b>	<b>Pondération</b>
<b>Prix</b>	<b>40 %</b>
<b>Valeur technique</b>	<b>55 %</b>
<i>Respect des domaines d'intervention du cahier des charges</i>	<i>15 %</i>
<i>Accès aux accords-cadres du candidat</i>	<i>15 %</i>
<i>Vision à M/LT du candidat sur les enjeux énergétiques des bus</i>	<i>10 %</i>
<i>Accompagnement pour la future DSP</i>	<i>15 %</i>
<b>Responsabilité sociétale et environnementale du candidat</b>	<b>5 %</b>

##### Information concernant la PSE obligatoire demandée dans le cahier des charges :

La PSE sera prise en compte lors de l'évaluation comparative des offres. La Stuce classera les offres, en tenant compte de l'offre « de base » et de la PSE. Il y aura donc autant de classement des offres qu'il y a de combinaisons possibles :

- ☞ hypothèse où ne serait retenue que l'offre « de base » ;
- ☞ hypothèse où serait retenue l'offre de base avec la PSE

Une fois ces différents classements opérés, la Stuce décidera si elle veut retenir la PSE ou uniquement l'offre de base. Elle choisira alors le classement correspondant à ce choix et, dans ce classement, retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse.

##### Négociations et choix de l'offre économiquement la plus avantageuse :

La Stuce se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les candidats de son choix dès lors que l'offre est jugée conforme au projet de convention.

Il est précisé que la Stuce pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour un motif d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

#### **Détection et analyse des offres anormalement basses**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre détectée comme anormalement basse fera l'objet d'un examen particulier dans les conditions fixées aux articles L. 2152-5 et L. 2152-6 du Code de la Commande Publique.

Le Pouvoir Adjudicateur, après avoir examiné les réponses apportées, retiendra les offres dûment justifiées et rejettera, par décision motivée, celles qui ne l'auront pas été.

## 6) **Modalités de présentation des candidatures et des offres**

### a) **Modalités de remise du dossier de consultation**

Le Dossier de Consultation des Entreprises est téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur de la Stuce : adresse profil acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

La totalité des offres des candidats sera **entièrement rédigée en langue française**. La monnaie utilisée est l'Euro.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le document unique de marchés européens (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Le dossier à remettre par les candidats contiendra les pièces suivantes :

<b>SITUATION JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE</b>
Lettre de candidature (DC1) dûment remplie
DC2
Extrait K bis de moins de 3 mois
La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique
L'ensemble des certificats de déclaration fiscales et sociales, délivrés par les administrations et organismes compétents, datant de moins de 3 mois
Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
<b>CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'ENTREPRISE</b>
Déclaration indiquant les moyens matériels et équipements techniques dont il dispose pour la réalisation de contrat de même nature
Déclaration indiquant les effectifs moyens et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans
Le candidat présentera les labels et autres certifications qu'il détient et tous justificatifs des certifications nécessaires à la bonne exécution des prestations

### b) **Modalités de réception des offres**

Les offres doivent parvenir avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement et déposées sur le profil acheteur de la Stuce.

Les offres qui seraient déposées ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis en format papier ne seront pas retenues ; elles seront renvoyées à leurs auteurs.

La transmission des offres par voie électronique est obligatoire.

### c) **Visite du site**

Sans objet.

## **D) Documents et renseignements complémentaires**

Les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard **8 jours** avant la date limite de remise des offres sur le profil acheteur de la Stuce.

Une réponse sera alors adressée au plus tard **6 jours** avant la date fixée pour la réception des offres.

Aucune demande de renseignements ne pourra être formulée par téléphone. Aucune réponse aux demandes de renseignement ne sera transmise par téléphone, et ce durant toute la procédure, phase de

négociation incluse.

#### CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

#### **7) Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : [www.alsacemarchespublics.eu](http://www.alsacemarchespublics.eu)

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat ou groupement, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

#### **8) Voies et délais de recours**

Le tribunal territorialement compétent est : 67000 STRASBOURG

31, avenue de la Paix BP 51038

67070 Strasbourg Cedex

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.

- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Le Tribunal administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>